

Monsieur le Ministre,
Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Directeurs,
Mesdames et Messieurs,

Je suis ravi d'être parmi vous ce soir et vous remercie de m'avoir invité à clore ce colloque. Vos travaux ont été consacrés cette année au suivi des décisions du G20 de Cannes sur la sécurité alimentaire. Vous connaissez l'importance que j'attache à ce sujet. Je tiens à saluer FARM, Pluriagri et l'IGPDE pour l'excellente organisation de cette rencontre et la place que vous avez accordée aujourd'hui aux agriculteurs, du Nord et du Sud.

En guise de clôture, je voudrais mettre l'accent sur **trois points** :

- rappeler d'abord **l'ampleur du défi** auquel la communauté internationale est confrontée en matière de sécurité alimentaire,
- souligner ensuite la **contribution du G20** à cet égard et enfin,
- mettre en évidence l'importance d'une contribution active du **secteur privé**.

Mon premier point porte sur le défi de la sécurité alimentaire. Nous devons **lutter sans relâche contre la faim et la malnutrition**, qui affectent encore plus d'un milliard de personnes. C'est une exigence morale. A cet égard, il faut souligner le rôle central des **Nations Unies** dans ce combat. L'éradication de la faim est le premier des Objectifs du Millénaire pour le Développement. Et le Programme Alimentaire Mondial est à l'avant-garde de la lutte.

C'est pourquoi nous continuerons de nous battre à l'OMC pour obtenir la levée des restrictions aux exportations du PAM.

Alors que nous sommes confrontés à une multiplication des crises, la sécurité alimentaire est non seulement un enjeu majeur de développement mais aussi un facteur essentiel de dignité, de paix et de sécurité. **La France prend toute sa part de l'effort collectif.**

Le Sahel est sans doute à la veille d'une nouvelle crise alimentaire et nutritionnelle. Pour y faire face, j'ai décidé - avec Alain JUPPE -, d'affecter par anticipation dix millions d'euros de notre enveloppe d'aide alimentaire 2012 au profit du Niger, du Tchad, du Mali, du Burkina Faso et de la Mauritanie.

Cet effort vient compléter celui déjà annoncé par la **Commission européenne**. Nous appelons la **communauté internationale** à prendre toute la mesure de la catastrophe à venir et à agir avant qu'il ne soit trop tard. Parce que la prévention – aujourd'hui – coûte dix fois moins cher que le traitement – demain.

Au-delà de cette action d'urgence, nous nous efforçons de préparer l'avenir et de répondre à cette question : **comment nourrir une population mondiale de neuf milliards** de personnes en 2050 (dont 2 milliards sur le continent africain) ?

Pour y parvenir, il nous faut **augmenter de 70% la production agricole mondiale** et **renforcer la résilience des systèmes agricoles des pays en développement.**

Nous devons aussi nous attaquer à des questions plus délicates, comme **le gaspillage** d'un tiers de la production alimentaire mondiale chaque année. Il est essentiel que nous réfléchissions ensemble aux moyens de mettre un terme à ce paradoxe.

Pour relever le défi de la sécurité alimentaire, la France est déterminée à assurer le suivi et la mise en œuvre des décisions prises au G20 de Cannes.

La présidence française du G20, sous l'impulsion du Président de la République Nicolas SARKOZY, a porté la **sécurité alimentaire en tête de l'ordre du jour international**. C'est une **réussite, mais elle est fragile**, en raison du contexte actuel de crise financière. Aussi devons-nous avancer vite, par petits pas, mais concrètement.

Prenons un premier exemple : celui des stocks. Le G20 a endossé le **projet pilote de réserves alimentaires humanitaires d'urgence** de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Il s'agit de constituer des réserves, ciblées sur les populations les plus fragiles dans les pays les plus vulnérables, en situation d'urgence. Le choix de ce projet repose sur la multiplication des crises en Afrique de l'Ouest au cours des dernières années et sur leur dimension régionale.

Le PAM vous en a présenté les grandes lignes ce matin. Son objectif est de permettre à la communauté internationale de s'organiser (entre trois et quatre mois), lorsque survient une crise alimentaire. Pour cela, le niveau des réserves nécessaire est estimé à environ 200.000 tonnes, dont un tiers de stocks physiques (67.000 tonnes : riz, millet, sorgho) et deux tiers de stocks virtuels, sous la forme d'instruments financiers.

Aujourd'hui, il nous revient **d'accélérer la mise en œuvre de ce projet**, notamment en mobilisant les ressources importantes dont dispose l'Union européenne. Je m'y emploie et je sais que le commissaire européen au développement y est favorable.

Je me réjouis par ailleurs de l'engagement du PAM et souhaite vivement que les discussions en cours sur un mémorandum d'accord entre le PAM et la CEDEAO aboutissent avant la fin de l'année.

Un **code de conduite** sur la gestion responsable des réserves alimentaires d'urgence est par ailleurs en cours de d'élaboration. Je salue à ce titre l'excellente collaboration entre les organisations internationales compétentes – au premier rang desquelles la FAO – les pays concernés, les experts et la société civile. Ce code de conduite est essentiel pour que notre action collective s'appuie sur les bonnes pratiques nationales et soit efficace.

Le G20 a également permis de progresser sur la maîtrise de la volatilité des prix agricoles.

La volatilité des prix menace la sécurité alimentaire et nutritionnelle des pays en développement. Elle pénalise les consommateurs lorsque les prix augmentent, les producteurs lorsqu'ils baissent. Elle crée une incertitude défavorable aux décisions d'investissements, à l'accroissement de la production et de la productivité. C'est un obstacle majeur au développement agricole.

La gestion du risque, dans ces pays, concerne également d'autres facteurs comme la sécheresse, les inondations, le changement climatique... Nous devons aider les producteurs à faire face à l'ensemble de ces risques.

Le G20 a développé des **mesures concrètes** pour aider les pays et les populations les plus vulnérables.

Il s'agit d'abord d'intégrer l'analyse et la gestion des risques aux politiques agricoles et de sécurité alimentaire.

Le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique a élaboré une feuille de route pour la mise en place d'un projet pilote. Le PAM a également été invité à se doter d'une stratégie de gestion du risque prix. Il faut continuer dans cette voie.

Il s'agit ensuite de mettre en place un **mécanisme de conseil en gestion du risque** pour les clients des pays en développement. Cette plateforme rassemblera différentes banques et agences de développement afin de partager leurs expériences et renforcer les capacités des pays en développement. Y participeront dans un premier temps la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement, le Fonds International de Développement Agricole et l'Agence Française de Développement.

Je profite de cette occasion pour saluer à nouveau **l'excellent travail collectif** conduit par les banques de développement et les organisations internationales compétentes dans le cadre du G20 Développement. Le succès de ce groupe et sa valeur ajoutée reposent sur cette collaboration renforcée. C'est cette coordination qui nous a permis d'inscrire nos travaux et nos propositions dans l'agenda international du développement. C'est la **force de ce rassemblement** au service de la sécurité alimentaire et des plus démunis qui nous aidera à mettre rapidement en œuvre ces décisions.

Aujourd'hui, je suis convaincu que la **Présidence mexicaine du G20**, comme nous venons de l'entendre, saura consolider et approfondir l'ensemble des acquis de Cannes.

Mon dernier point porte sur la contribution essentielle du secteur privé pour relever le défi de la sécurité alimentaire.

C'est vrai d'abord **dans les pays en développement**, où nous devons continuer de **soutenir l'agriculture familiale et les cultures vivrières**. Leur rôle est primordial en termes de création de richesses, de productivité et d'emplois. C'est pourquoi l'Assemblée Générale des Nations Unies a proclamé l'année 2014 « Année internationale de l'agriculture familiale ».

Pour soutenir l'agriculture familiale, il faut **structurer et sécuriser les filières de production**, renforcer les organisations de producteurs et garantir l'accès au foncier et au crédit. Cela exige également de **diffuser les meilleures pratiques** pour produire plus et mieux, éviter les pertes post-récoltes. Il faut enfin **améliorer l'accès aux marchés**, à la fois locaux, sous-régionaux et mondiaux. A cet égard, l'étude commandée par le Comité de la sécurité alimentaire mondial au Panel d'experts nous sera très utile pour analyser les obstacles à l'investissement des petits exploitants et définir les solutions les plus adaptées.

La contribution du secteur privé est également essentielle dans les pays développés. Car les politiques publiques ne peuvent pas couvrir tous les besoins. Les **entreprises et fondations peuvent et doivent également jouer un rôle moteur** dans la mise en œuvre de nos engagements pour la sécurité alimentaire, en faveur des populations et des Etats les plus vulnérables.

C'est pourquoi le Ministère des Affaires étrangères et européennes soutient les progrès réalisés en termes de **responsabilité sociale par les entreprises multinationales**.

C'est aussi la raison pour laquelle il a développé un **partenariat avec la fondation Gates**. Ce partenariat se traduit notamment par des missions de terrain conjointes en Afrique de l'Ouest afin d'identifier des projets de coopération communs.

Nous avons aussi la chance de disposer en France du **Groupe Interministériel sur la Sécurité Alimentaire (GISA)**. Cette structure souple, à laquelle participe FARM, donne la parole à l'ensemble des acteurs concernés, qu'ils soient publics, privés ou relevant de la société civile et des ONG. Cette concertation est essentielle.

Pour conclure, permettez-moi d'ajouter que la **poursuite de ce dialogue entre les différentes parties prenantes** dans le domaine de la sécurité alimentaire sera déterminante dans les mois et années à venir. Pour relever les grands défis de l'agriculture de demain, le partage des connaissances, des expériences devra également s'étendre aux **coopérations Sud-Sud et triangulaires**.

C'est pourquoi la valeur d'une fondation comme FARM et des travaux que vous avez menés aujourd'hui sont inestimables. A ce titre, permettez-moi de saluer l'engagement de Bernard Bachelier qui part à la retraite et M. Debar qui le remplace comme Directeur.

Nous comptons sur vous tous car la France souhaite rester une **force de proposition** sur les questions de sécurité alimentaire. Pour y parvenir, nous avons besoin de **toutes les bonnes volontés**, qu'elles soient publiques ou privées.

Je vous remercie./.